



Mission régionale d'autorité environnementale

**BRETAGNE**

**Décision de la mission régionale  
d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne  
après examen au cas par cas  
sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées  
de Landudec (29)**

**n° : 2025-012343**

**Décision après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement**

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne dont les membres suivants (Alain Even, Isabelle Griffe, Jean-Pierre Guellec, Sylvie Pastol) en ont délibéré collégialement par échanges électroniques, chacun des membres délibérants attestant qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent dossier ;

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-10 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17-II et R. 122-18 ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 modifié portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD), notamment ses articles 4, 16 et 18 ;

Vu l'arrêté du 30 août 2022 modifié portant organisation et règlement intérieur de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable, et notamment son annexe 1 relative au référentiel des principes d'organisation et de fonctionnement des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu les arrêtés des 16 juin 2022, 19 juillet 2023, 4 septembre 2023, 2 octobre 2023 et 22 février 2024 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe de Bretagne adopté le 24 septembre 2020 ;

Vu la décision du 21 décembre 2023 portant exercice de la délégation prévue à l'article 18 du décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 susvisé ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n° 2025-012343 relative à la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Landudec (29), reçue de la communauté de communes du Haut Pays Bigouden le 09 mai 2025 ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 6 juin 2025 ;

Vu la consultation des membres de la mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne faite par son président le 16 juin 2025 ;

**Rappelant que** les critères fixés à l'annexe II de la directive n° 2001/42/CE, dont il doit être tenu compte pour déterminer si les plans et programmes sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, portent sur leurs caractéristiques, leurs incidences et les caractéristiques de la zone susceptible d'être touchée ;

**Considérant la nature du projet qui consiste à définir :**

- les zones d'assainissement collectif où les communes sont responsables de la collecte et du traitement des eaux usées domestiques ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où les communes sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

### **Considérant les caractéristiques du territoire de Landudec :**

- commune de 1 495 habitants (Insee 2021), d'une superficie de 2 080 hectares ;
- couvert par un plan local d'urbanisme approuvé en 2005 et actuellement en révision ;
- membre de la communauté de communes du Haut Pays Bigouden et couvert par les dispositions du schéma de cohérence territoriale (SCoT) Ouest Cornouaille ;
- couvert par les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et par celles du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Ouest Cornouaille qui préconisent notamment de s'assurer de l'adéquation entre le développement démographique des collectivités et les capacités de traitement des eaux usées ;
- concerné par la présence des masses d'eaux superficielles « ruisseau de Plozevet et ses affluents depuis la source jusqu'à la mer », « le Pont-l'Abbé et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue du Moulin-Neuf » et « le Goyen et ses affluents depuis Plogastel-Saint-Germain jusqu'à l'estuaire », toutes en bon ou en très bon état écologique d'après l'état des lieux du SDAGE 2022-2027 ;
- concerné par la présence des captages pour la production d'eau potable « Kergamet », « Saint-Ronan » et « Kerlosquet » et de leurs périmètres de protection respectifs ;
- concerné par la présence de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II « rivière du Goyen et ses zones humides connexes » ;

**Considérant que** la commune dispose d'une station de traitement des eaux usées (STEU) de type boues activées, d'une capacité nominale initiale de 1 000 équivalent-habitants (EH), récemment portée à 1 200 EH afin de gérer la charge supplémentaire entraînée par l'augmentation du nombre d'habitants de Landudec attendue d'ici 2050, soit un potentiel de 128 EH ;

**Considérant que** la procédure de révision du zonage d'assainissement des eaux usées vise à intégrer certains secteurs déjà raccordés au réseau d'assainissement collectif ainsi que de nouveaux secteurs d'habitat situés au sein du bourg communal ;

**Considérant que**, sur les 404 installations d'assainissement non-collective (ANC) présentes sur la commune, 53 % d'entre elles n'ont pas encore été diagnostiquées (campagne en cours), et 8 % présentent un risque sanitaire ;

**Considérant que** le règlement du service public d'assainissement non collectif (SPANC) prévoit des sanctions financières en cas de non réalisation de travaux sous 1 an pour les installations ANC non conformes ;

**Concluant** qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Landudec (29) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de la directive n° 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

### **Décide :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

En application des dispositions du livre I<sup>er</sup>, livre II, chapitre II du code de l'environnement, la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Landudec (29) n'est pas soumise à évaluation environnementale.

## Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Landudec (29), postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

## Article 3

Cette décision, exonérant la personne publique responsable de la production d'une évaluation environnementale, est délivrée au regard des informations produites par celle-ci. Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ces informations, postérieurement à la présente décision, font l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une évaluation environnementale ne dispense pas la personne publique responsable de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L. 110-1 du code de l'environnement, en particulier celui d'action préventive et de correction.

## Article 4

La présente décision sera transmise à la personne publique responsable ainsi qu'au Préfet du département concerné. Elle sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Rennes, le 18 juin 2025  
Pour la MRAe de Bretagne,  
le président

***Signé***

Jean-Pierre Guellec

### **Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

**Le recours gracieux doit être adressé à :**

Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale Bretagne  
DREAL / CoPrEv  
Bâtiment l'Armorique  
10 rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes cedex

**Le recours contentieux doit être adressé à :**

Monsieur le président du tribunal administratif de Rennes  
Hôtel de Bizien  
3 Contour de la Motte  
CS 44416  
35044 Rennes cedex

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)